

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

---

2 OCTOBRE 2003

---

## Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie

(Déposée par M. Patrik Vankrunkelsven)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 9 avril 2003 (doc. Sénat, n° 2-1622/1 — 2002/2003).

L'assistance au suicide peut être considérée comme un substitut de l'euthanasie chez les personnes qui préfèrent garder l'initiative et en ont encore la capacité. Aux États-Unis par exemple, dans des situations où l'on pratiquerait chez nous l'euthanasie, on aide plutôt les patients à mettre fin à leurs jours. Il est donc logique que cette pratique doive répondre aux mêmes conditions strictes que l'euthanasie.

L'Ordre des médecins a tiré récemment une conclusion similaire. Il estime, dans un avis récent, que «Il est acceptable, à des conditions strictes, d'aider des patients connaissant une souffrance insupportable à se suicider» (*traduction*).

L'ordre ne voit pas d'objection à l'assistance au suicide si l'ensemble des conditions à respecter pour pouvoir pratiquer une euthanasie sont remplies. «Dans ce cas, il n'y a aucune différence avec l'euthanasie» (*traduction*), estime le vice-président de l'Ordre des médecins, M. Ivo Uytendaele. Toutefois, l'assistance au suicide doit satisfaire à des conditions strictes. Le médecin doit fournir lui-même la substance mortelle à ses patients. Ceux-ci doivent prendre

# BELGISCHE SENAAAT

---

BUITENGEWONE ZITTING 2003

---

2 OKTOBER 2003

---

## Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie

(Ingediend door de heer Patrik Vankrunkelsven)

---

### TOELICHTING

---

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 9 april 2003 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-1622/1 — 2002/2003).

Hulp bij zelfdoding kan beschouwd worden als een alternatief voor euthanasie bij mensen die het initiatief liever in eigen hand hebben en daar ook nog toe bekwaam zijn. In de Verenigde Staten bijvoorbeeld wordt, in situaties waar hier euthanasie zou gepleegd worden, veeleer geholpen bij die zelfdoding van patiënten. Het is dan ook logisch dat die handeling aan dezelfde strikte voorwaarden als euthanasie moet voldoen.

De Orde van geneesheren kwam onlangs tot een gelijkaardige conclusie. In een recentelijk uitgebracht advies luidt het als volgt: «Ondraaglijk lijdende patiënten helpen bij zelfmoord is onder strikte voorwaarden aanvaardbaar.»

De Orde maakt geen bezwaar als alle voorwaarden voor het plegen van euthanasie vervuld zijn. «In dat geval is er deontologisch geen verschil met euthanasie», aldus de ondervoorzitter van de Orde van geneesheren, de heer Ivo Uytendaele. De hulp bij zelfdoding dient echter wel te voldoen aan strikte voorwaarden. De arts moet zelf het dodende middel aan zijn patiënten bezorgen. Die moet het in aanwezigheid van de arts en volgens zijn aanwijzingen inne-

cette substance en présence du médecin et selon les indications qu'il donne. En outre, il doit s'agir de patients qui entrent également en ligne de compte pour une euthanasie.

Il est inacceptable d'élaborer des règles juridiques en matière d'euthanasie tout en laissant se développer un vide juridique en ce qui concerne l'assistance au suicide. En effet, l'avis de l'Ordre des médecins se fonde sur une interprétation de la loi sur l'euthanasie. En d'autres termes, l'assistance au suicide resterait punissable même si les nécessaires règles de prudence sont respectées.

Si l'assistance au suicide fait problème dans le débat actuel, c'est surtout parce que les patients en phase non terminale peuvent également faire une demande d'euthanasie. Or, l'assistance au suicide n'a rien à voir avec la notion de phase terminale ou non terminale. L'assistance au suicide dans le contexte de la loi sur l'euthanasie n'a rien à voir non plus avec une assistance à une quelconque forme de suicide qui ne cadrerait pas avec les critères de prudence que nous avons retenus ici. Il s'agit uniquement des situations dans lesquelles les patients se trouvent dans la même détresse que dans le cadre de l'euthanasie: une souffrance insupportable qui ne peut être apaisée, sauf que le patient souhaite accomplir l'acte lui-même. Certains patients tiennent en effet à conserver toute leur autonomie et d'autres ne veulent pas placer leur médecin devant un dilemme éthique.

Les dispositions de la présente proposition de loi montreront elles aussi que le médecin qui prête son concours à un suicide doit satisfaire à toutes les conditions auxquelles est soumis le médecin qui pratique une euthanasie. Plusieurs arguments justifient d'intégrer l'assistance au suicide dans la loi relative à l'euthanasie.

Lorsque l'on parle de l'aide apportée par les médecins aux patients en fin de vie, on vise quatre catégories d'actes.

Les actes de la première catégorie consistent à augmenter la dose d'analgésiques, à arrêter toute forme d'assistance, etc. Nous ne souhaitons pas réglementer ces notions maintenant. La sécurité juridique des médecins et des patients devra être réglée par le biais d'une loi sur les droits des patients.

La deuxième catégorie concerne l'euthanasie et la troisième, l'assistance au suicide. Quant à la quatrième catégorie, elle concerne l'euthanasie pratiquée sans que le patient en ait fait la demande. Les actes de cette dernière catégorie sont bien sûr inacceptables et restent pleinement punissables.

L'euthanasie et l'assistance au suicide sont des notions tellement proches qu'il faut les traiter en même temps. De fait, la littérature médicale scientifi-

men. Bovendien moet het gaan om een patiënt die ook voor euthanasie in aanmerking komt.

Het is onaanvaardbaar dat voor euthanasie een wettelijke regeling is uitgewerkt, maar voor hulp bij zelfdoding een juridische lacune ontstaat. Het advies van de Orde van geneesheren is immers gebaseerd op een interpretatie van de euthanasiewet. De hulp bij zelfdoding zou, met andere woorden, ook als aan de nodige zorgvuldigheidsvereisten werd voldaan, strafbaar blijven.

Hulp bij zelfdoding ligt moeilijk in het huidige debat vooral omdat ook niet-terminale patiënten om euthanasie kunnen vragen. Niettemin heeft hulp bij zelfdoding niets te maken met het begrip terminaal of niet-terminaal. Hulp bij zelfdoding in de context van de euthanasiewet heeft ook niets te maken met hulp bij welke vorm van zelfdoding ook die niet kadert in de zorgvuldigheidsvereisten die wij hier hebben bepaald. Het gaat enkel om die situaties waar patiënten in dezelfde nood verkeren als bij euthanasie: ondraaglijk lijden dat niet kan gelenigd worden, doch waarbij de patiënt zelf de handeling wenst uit te voeren. Bepaalde patiënten houden immers eraan om hun autonomie volledig te behouden, anderen willen hun arts niet voor een ethisch dilemma plaatsen.

Uit de bepalingen van dit voorstel zal ook blijken dat de arts die hulp bij zelfdoding biedt, aan alle voorwaarden moet voldoen die gelden voor een arts die euthanasie pleegt. Hierna volgen enkele argumenten om hulp bij zelfdoding in de euthanasiewet te integreren.

Als men de term HALP (hulp van artsen bij het levenseinde van hun patiënt) gebruikt, spreekt men over vier soorten handelingen.

De eerste groep bestaat uit het opdrijven van de pijnstilling, het staken van hulp en dergelijke. Deze begrippen wensen we nu niet te regelen. De rechtszekerheid van artsen en patiënten moet via een wet op patiëntenrechten geklaard worden.

Bij de tweede heeft men het over euthanasie, bij de derde over hulp bij zelfdoding en tot slot over een vierde groep handelingen: het toedienen van euthanasie zonder vraag van de patiënt. Deze laatste handelingen zijn natuurlijk onaanvaardbaar en blijven volledig strafbaar.

Euthanasie en hulp bij zelfdoding liggen zo dicht bij mekaar dat ze samen moeten worden geregeld. Het is trouwens zo dat in alle wetenschappelijke

que étudie et traite toujours ces notions ensemble et elles se chevauchent souvent(1).

A l'étranger aussi, ces notions sont traitées simultanément: les Pays-Bas appliquent, depuis 1994, un régime de tolérance qui règle et l'euthanasie et l'assistance au suicide; il en va de même dans la nouvelle loi sur l'euthanasie.

En Suisse, la motion parlementaire (RUFY) traite de l'euthanasie et de l'assistance au suicide. Aux États-Unis, le rapport entre l'euthanasie et l'assistance au suicide est inversé par rapport à la tendance européenne: l'assistance au suicide est beaucoup pratiquée et l'euthanasie ne l'est que rarement. Mais là-bas aussi, la discussion réunit les deux aspects. Enfin, nous voudrions citer le professeur M. Adams: «Ce qu'une nouvelle loi devrait par contre réglementer et qui fait jusqu'ici défaut dans toutes les propositions de loi, c'est ce qu'on a appelé l'assistance au suicide. Cette lacune est tout à fait singulière. À quoi cela sert-il de réglementer le «plus» si on ne réglemente pas le «moins»? »(2).

L'on peut de surcroît se référer à l'avis du Conseil d'État sur la proposition de loi relative à l'euthanasie, qui prône de faire relever l'assistance au suicide du champ d'application de la loi proposée. L'assistance au suicide peut en effet être considérée comme une forme de non-assistance à personne en danger, incriminée par les articles 422bis et 422ter du Code pénal, de telle sorte qu'il convient d'arrêter un régime légal en la matière, comme pour l'euthanasie. Le Conseil d'État pose textuellement:

«Il peut en revanche se concevoir que l'assistance au suicide se déroule dans le respect des conditions prévues par la proposition, ou dans des conditions équivalentes. Dans ce cas, il n'y a guère de différence, quant à la nature même du comportement visé et des intentions de la personne assistant une personne suicidaire, entre l'euthanasie au sens de l'article 2 de la proposition de loi et l'assistance médicale au suicide. On comprend dès lors mal pourquoi la loi proposée ne vise pas le comportement du médecin qui met des substances létales à la disposition d'un patient à la demande de ce dernier, tout en lui laissant le choix du moment de sa mort.»

Le Conseil préconise ensuite de supprimer cette discrimination:

«Il appartient au législateur soit de régler également cet aspect de la mort assistée soit, en tout cas, de

medische literatuur deze begrippen voortdurend samen onderzocht en behandeld worden, ze lopen vaak door mekaar(1).

Ook in het buitenland worden de begrippen samen geregeld: Nederland kent sinds 1994 een gedoogregeling die zowel euthanasie als hulp bij zelfdoding betreft; hetzelfde geldt voor de nieuwe wet op euthanasie.

Ook in Zwitserland spreekt de parlementaire motie (RUFY) over euthanasie en hulp bij zelfdoding. In de Verenigde Staten ligt de verhouding tussen euthanasie en hulp bij zelfdoding omgekeerd in vergelijking met de Europese tendens: er is veel hulp bij zelfdoding en zelden euthanasie. Maar ook daar wordt de discussie samen gevoerd. Tot slot zou ik professor Adams willen citeren: «Wat overigens wel in een nieuwe wet geregeld zou moeten worden, maar tot nog toe in alle wetsvoorstellen ontbreekt, is de zogenaamde hulp bij zelfdoding. Dit gebrek is buitengewoon opmerkelijk. Welke zin heeft het echter om wel het «meerdere» te regelen maar niet het «mindere»? »(2).

Daarenboven kan men verwijzen naar het advies van de Raad van State over het wetsvoorstel betreffende de euthanasie, dat ervoor pleit de begeleiding van zelfdoding binnen de werkingssfeer van de voorgestelde wet te brengen. Hulp bij zelfdoding kan immers beschouwd worden als het niet-bijstaan van een persoon in gevaar, hetgeen bestraft wordt bij artikelen 422bis en 422ter van het Strafwetboek, dus moet er evenzeer als voor euthanasie een wettelijke regeling worden uitgewerkt. De Raad van State zegt letterlijk:

«Het is goed denkbaar dat begeleiding van zelfdoding verloopt met naleving van de voorwaarden die in het voorstel worden bepaald of van soortgelijke voorwaarden. In dat geval bestaat er bijna geen verschil wat de aard zelf betreft van het bedoelde gedrag en van de bedoelingen van de persoon die bijstand verleent aan een persoon met neigingen tot zelfdoding, tussen euthanasie in de zin van artikel 2 van het wetsvoorstel en medische begeleiding van zelfdoding. Het is dan ook niet duidelijk waarom de wet betreffende euthanasie geen betrekking heeft op het gedrag van de arts die dodelijke substanties ter beschikking stelt van de patiënt op diens verzoek, waarbij men hem de keuze laat van het ogenblik van zijn overlijden.»

De Raad van State bepleit verder dat deze discriminatie moet worden weggewerkt:

«Het komt de wetgever toe om ook dat aspect van de stervensbegeleiding te regelen (ofwel aanvaard-

(1) À cet égard, on se reportera au «*New England Journal of Medicine*» 2000; 342: 551-556, 1996; 335: 1699-1705 et 1996; 335: 1706-1711.

(2) «*Ethische Perspectieven*», KU-Leuven, juillet 2000, pp. 112-123.

(1) Ik verwijs hiervoor naar de «*New England Journal of Medicine*» 2000; 342: 551-556, 1996; 335: 1699-1705 en 1996; 335: 1706-1711.

(2) *Ethische Perspectieven*, KU-Leuven, juli 2000, blz. 112-113.

pouvoir s'autoriser de motifs (...) admissibles (...) pour lesquels cette distinction est faite (...).»

Pour toutes ces raisons et vu l'avis récent de l'Ordre des médecins, il faut que le législateur résolve ce problème.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE LOI

---

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

L'article 2 de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

«Par assistance au suicide, il y a lieu d'entendre le fait d'aider intentionnellement une personne à se suicider ou de lui en procurer les moyens.»

### Art. 3

Dans la phrase introductive de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots «ou l'assistance au suicide» sont insérés après le mot «euthanasie».

### Art. 4

À l'article 5 de la même loi, après les mots «le médecin qui a pratiqué une euthanasie», sont ajoutés les mots «ou prêté assistance au suicide».

### Art. 5

À l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A. À l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, les mots «ou d'assistance au suicide» sont ajoutés après les mots «demande d'euthanasie».

B. À l'alinéa 4, 12<sup>o</sup>, après le mot «euthanasie», sont insérés les mots «ou l'assistance au suicide».

bare motieven aan te reiken die dit onderscheid kunnen verklaren).»

Om al deze redenen en gelet op het recente advies van de Orde van geneesheren is het noodzakelijk dat de wetgever dit probleem oplost.

Patrik VANKRUNKELSVEN.

\*  
\* \*

## WETSVOORSTEL

---

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

Artikel 2 van de wet van 28 mei 2002 betreffende euthanasie wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

«Onder hulp bij zelfdoding wordt verstaan: het opzettelijk behulpzaam zijn van een ander bij zelfdoding of hem de middelen daartoe verschaffen.»

### Art. 3

In de inleidende zin van artikel 3, § 1, van dezelfde wet, worden tussen het woord «euthanasie» en het woord «toepast», de woorden «of hulp bij zelfdoding» ingevoegd.

### Art. 4

In artikel 5 van dezelfde wet worden tussen de woorden «toegepast» en «, bezorgt», de woorden «of hulp bij zelfdoding heeft geboden» ingevoegd.

### Art. 5

In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. In het tweede lid, 3<sup>o</sup>, wordt het woord «euthanasieverzoek» vervangen door de woorden «het verzoek tot euthanasie of hulp bij zelfdoding».

B. In het vierde lid, 12<sup>o</sup>, worden na het woord «euthanasie» de woorden «of hulp bij zelfdoding» ingevoegd.

## Art. 6

À l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, cinquième phrase, de la même loi, les mots «ou à l'assistance au suicide» sont insérés après le mot «euthanasie».

## Art. 7

À l'article 14 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A. Aux alinéas 2, 3 et 4, les mots «ou une assistance au suicide» sont insérés après le mot «euthanasie».

B. À l'alinéa 5, les mots «ou d'assistance au suicide» sont ajoutés après les mots «requête d'euthanasie».

## Art. 8

À l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots «ou d'une assistance au suicide» sont insérés après le mot «euthanasie».

30 septembre 2003.

## Art. 6

In artikel 8, eerste lid, vijfde zin, van dezelfde wet, worden na het woord «euthanasie» de woorden «of hulp bij zelfdoding» ingevoegd.

## Art. 7

In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. In het tweede, derde en vierde lid, worden na het woord «euthanasie» telkens de woorden «of hulp bij zelfdoding» ingevoegd.

B. In het vijfde lid wordt het woord «euthanasieverzoek» vervangen door de woorden «verzoek tot euthanasie of hulp bij zelfdoding».

## Art. 8

In artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet, worden na het woord «euthanasie» de woorden «of hulp bij zelfdoding» ingevoegd.

30 september 2003.

Patrik VANKRUNKELSVEN.